

SÉRIE 1/6

C'est quoi une économie de gauche ?

Thomas Piketty «On a besoin de réformes fiscales et sociales de fond. Pas de cette improvisation permanente»

Recueilli par
CÉCILE DAUMAS
et **PHILIPPE DOUROUX**
Photo **JÉRÔME BONNET**

Avec son livre *le Capital au XXI^e siècle* (le Seuil, 2013) vendu à plus d'un million d'exemplaires à travers le monde, Thomas Piketty est devenu une star planétaire de l'économie (1). Classé à gauche, il a conseillé des candidats socialistes à la présidentielle, donne un coup de main à Podemos... Dans son petit bureau de Normale supérieure situé aux portes de Paris, il affirme qu'il existe bien, quoi qu'on en dise, une alternative à la politique menée par François Hollande. A «l'improvisation» actuelle du gouvernement, il oppose deux niveaux de réforme: la fin de l'austérité, dit-il, passe par une zone euro rénovée, au fonctionnement plus démocratique. Puis, fidèle à sa marotte théorique, qu'il défend depuis des années, il rappelle qu'une réforme fiscale en profondeur permettra de financer notre modèle social.

Les derniers chiffres sur le chômage signent-ils l'échec de la politique de l'offre menée par Hollande depuis le début de son quinquennat ?

Le problème de Hollande, c'est surtout qu'il n'a pas de politique. La soi-disant politique de l'offre est une blague. En arrivant au pouvoir,

Hollande a commencé par supprimer – à tort – les baisses de cotisations patronales décidées par son prédécesseur. Avant de mettre en place, six mois plus tard, le CICE (crédit d'impôt compétitivité emploi), qui est une gigantesque usine à gaz consistant à rembourser avec un an de retard une partie des cotisations patronales payées par les entreprises un an plus tôt. Avec, au passage, une énorme perte liée à l'illisibilité du dispositif. Et maintenant, on envisage de revenir d'ici à 2017 à une baisse de cotisations. On a besoin de réformes fiscales et sociales de fond, pas de cette improvisation permanente. Et, surtout, on a besoin d'une réorientation de l'Europe. Le nouveau traité budgétaire ratifié en 2012 par Sarkozy et Hollande était une erreur, et doit être aujourd'hui dénoncé. On a voulu réduire les déficits trop vite, ce qui a tué la croissance. Même le FMI a reconnu ses erreurs sur l'austérité, mais Berlin et Paris persistent et signent. Il y a cinq ans, le taux de chômage en zone euro était le même qu'aux Etats-Unis. Il est aujourd'hui deux fois plus élevé qu'aux Etats-Unis, qui ont su faire preuve de souplesse budgétaire pour relancer la machine. Nous avons transformé par notre seule faute une crise financière américaine privée – celle des subprimes – en une crise euro-

peenne des dettes publiques. Une politique économique de gauche est-elle possible ? Il y a toujours des politiques alternatives possibles. A condition de prendre un peu de recul et de faire un détour par l'histoire. L'idée selon laquelle il n'existe aucune alternative à la pénitence ne correspond à aucune réalité historique. On observe dans le passé des dettes publiques encore plus importantes que celles constatées actuellement, et on s'en est toujours sorti, en ayant recours à une grande diversité de méthodes, parfois lentes et parfois plus rapides. Au XIX^e siècle, le Royaume-Uni choisit la méthode lente, en réduisant par des excédents budgétaires, avec une inflation nulle, l'énorme dette publique – plus de 200% du PIB – héritée des guerres napoléoniennes. Cela a marché, mais cela a pris un siècle, au cours duquel le pays a consacré davantage de recettes fiscales à rembourser ses propres rentiers qu'à investir dans l'éducation. C'est ce que l'on demande aujourd'hui à la Grèce, qui est censée dégager un excédent budgétaire de 4% du PIB pendant les prochaines décennies, alors même que le budget total de tout son système d'enseignement supérieur est d'à peine 1% du PIB. La France et l'Allemagne souffrent d'amnésie historique: en 1945, ces deux pays avaient plus de 200% de

INTERVIEW

PIB de dette publique, et ne l'ont jamais remboursé. Ils l'ont noyé dans l'inflation et dans les annulations de dettes. C'est ce qui leur a permis d'investir dans la reconstruction, les infrastructures et la croissance. Le traité budgétaire de 2012 nous fait choisir la stratégie britannique du XIX^e siècle: c'est une immense erreur historique, un acte d'amnésie extraordinaire. Actuellement, l'Europe consacre un minuscule budget de 2 milliards d'euros par an à se repayer des intérêts de la dette à elle-même. Il faut inverser cette stratégie absurde. Il faut mettre les dettes publiques dans un fonds commun et engager une restructuration d'ensemble, pour la Grèce comme pour les autres pays. La gauche est accusée d'avoir lâché les classes populaires, le FN serait en train de les récupérer... L'Europe s'est construite sur l'idée d'une mise en concurrence généralisée entre les pays, entre les régions, entre les groupes mobiles et les groupes moins mobiles, sans contrepartie sociale ou fiscale. Cela n'a fait qu'exacerber des tendances inégalitaires liées à la mondialisation, à l'excès de dérégulation financière. Des économistes, des intellectuels, des hommes et des femmes politiques disent aujourd'hui qu'il faut sortir de l'Europe. Y compris à gauche, où l'on entend: «N'abandonnons pas la question de

la sortie de l'euro, voire de l'Europe, à Marine Le Pen, il faut poser la question.» Ce débat est légitime et ne pourra pas être éludé indéfiniment.

Un chantage à la sortie de l'euro serait-il efficace ?

Il est temps que la France, et en particulier la gauche française, dise à l'Allemagne: si vous refusez la règle de la démocratie dans la zone euro, à quoi ça sert d'avoir une monnaie ensemble? On ne peut pas avoir une monnaie unique sans faire confiance à la démocratie, qui est aujourd'hui corsetée par des critères budgétaires rigides et par la règle de l'unanimité sur les questions fiscales. La force des classes populaires, c'est d'être nombreux: il faut donc changer les institutions pour permettre à des majorités populaires de prendre le pouvoir en Europe. Il faut arrêter de fonctionner avec cette espèce de directoire franco-allemand dans lequel Paris joue un rôle étrange. On a l'impression que la France ne peut décider de rien, alors qu'en vérité, rien ne peut se décider sans elle. Si on mettait ensemble nos parlements nationaux pour construire une véritable chambre parlementaire de la zone euro, chacun envoyant un nombre de représentants au prorata de sa population, je suis certain que nous aurions eu moins d'austérité, plus de croissance et moins de chômage. Cette Chambre parlementaire serait responsable pour décider démocratiquement du niveau de déficit et d'investissement public, ainsi que pour superviser la Banque centrale européenne, l'union bancaire et le Mécanisme européen de stabilité. Bien sûr, l'Allemagne aurait peur d'être mise en minorité dans une telle instance. Mais si la France, l'Italie, la Grèce, demain l'Espagne, faisaient une telle proposition de refondation démocratique et sociale de l'Europe, l'Allemagne ne pourrait s'y opposer indéfiniment. Et si elle s'y opposait, alors le discours en faveur de la sortie de l'euro deviendrait irrésistible. Mais pour l'instant, il n'y a rien sur la table.

Pour vous, une politique de gauche passe par l'Europe, mais aussi par la France...

Il faut se battre pour changer l'Europe. Mais cela ne doit pas empêcher de mener en France les réformes de progrès social que nous pouvons conduire tout seuls. Nous pouvons engager en France une réforme fiscale de gauche, mais là, on a très mal commencé en votant, fin 2012, une augmentation de la

fin 2012, une augmentation de la

fin 2012, une augmentation de la

TVA, alors même que le Parti socialiste n'a cessé de dire, quand il était dans l'opposition, que l'augmentation de la TVA est la pire des solutions. Le financement de notre protection sociale repose trop fortement sur les salaires du secteur privé. Pour la droite, la bonne solution est d'augmenter indéfiniment la TVA, qui est l'impôt le plus injuste. L'alternative de gauche est de financer notre modèle social par un impôt progressif pesant sur tous les revenus (salaires du privé, salaires du public, pensions de retraites, revenus du patrimoine), avec un taux qui dépend du revenu global. Contrairement à ce que l'on entend parfois, la CSG progressive est parfaitement constitutionnelle : elle existe déjà pour les retraités, et peut être étendue dans les mêmes conditions aux salaires et aux autres revenus. Autre réforme de gauche : les retraites. Notre système est extrêmement complexe avec des dizaines de caisse de retraite qui font que les jeunes générations ne comprennent rien à ce que seront leurs droits futurs. Une réforme de gauche, une réforme progressiste sur les retraites serait d'unifier, pour les jeunes générations, pas pour ceux qui s'approprient à partir à la retraite, tous les régimes publics, privés, non salariés, avec une même cotisation pour toutes ces activités et des droits identiques. Une politique de gauche consisterait à refonder un régime de retraite universel où ce sont les systèmes qui s'adaptent aux trajectoires professionnelles des personnes et pas l'inverse. Dans tous ces domaines, le gouvernement est à des années-lumière d'engager la moindre réforme. Quand est-ce que vous devenez ministre de l'Économie ? Je n'ai aucun goût pour les petits fours. Ce qui me semble plus intéressant, c'est de contribuer, à la place qui est la mienne, de faire bouger l'opinion dominante en participant au débat public. C'est comme ça que les choses changent. La politique ne devrait pas être un métier. On en paie aujourd'hui les conséquences. Nous sommes gouvernés par des personnes qui confondent la rhétorique et la réalité. ◀

(1) Il est aussi chroniqueur à **Libération**.

Mardi, le deuxième volet de notre série «C'est quoi une économie de gauche?», avec une tribune de Jean Tirole, prix Nobel d'économie, et Etienne Wasmer, professeur à Sciences-Po.

